



### Vœu relatif à la sortie du nucléaire

Le nucléaire est un choix politique. La France est le pays le plus nucléarisé au monde, avec 19 centrales et 58 réacteurs. Le budget de la recherche française dans le domaine de l'énergie passe pour 90 % dans le nucléaire et pour seulement 2 % dans les énergies renouvelables...

La région Centre est la 2ème région française la plus nucléarisée, avec 4 centrales : Chinon, Saint-Laurent, Dampierre et Belleville.

25 ans après Tchernobyl, nous assistons depuis un mois à Fukushima à une nouvelle catastrophe de niveau 7 (niveau maximal sur l'échelle des événements nucléaires et radiologiques) : il est grand temps de faire un vrai bilan de notre politique énergétique.

Le gouvernement n'a aujourd'hui clairement pas de propositions qui permettent d'écarter les 3 principaux problèmes que pose le nucléaire, à savoir un risque d'accident majeur, la prolifération et les déchets à vie longue. Les centrales installées le long de la Loire peuvent être victimes de problèmes de refroidissement liés au risque de crues centennales, ou au contraire à la pénurie d'eau en période de sécheresse. Elles peuvent aussi être impactées par des tremblements de terre ou des actions terroristes...

Contrairement à ce que le gouvernement et le lobby nucléaire peuvent avancer, le coût de l'énergie nucléaire n'est pas bon marché du tout : la Cour des Comptes estime « embryonnaires » les coûts de démantèlement prévus par EDF, ce qui fausse le coût de l'énergie nucléaire : 35 milliards d'euros provisionnés pour 58 réacteurs français, contre 103 milliards pour 23 réacteurs britanniques !

Le nucléaire n'est pas incontournable. Si en France environ 78 % de l'électricité produite est d'origine nucléaire, elle ne représente en réalité que 17 % de l'énergie totale consommée. Au niveau mondial, l'énergie nucléaire représente seulement 2,4 % de l'énergie consommée, ce qui reste très marginal. Aujourd'hui, l'enjeu consiste à développer sur une grande échelle les économies d'énergie

et les énergies renouvelables afin de pouvoir à la fois sortir du nucléaire en une vingtaine d'années et assumer nos responsabilités dans la lutte contre l'effet de serre.

Le Danemark, la Norvège et l'Irlande ont interdit le recours au nucléaire dans leur loi. L'Autriche, suite à un référendum, l'a même banni dans sa Constitution. En Allemagne, où le débat sur ce sujet est plus ouvert qu'en France, même les plus convaincus par le nucléaire s'interrogent aujourd'hui, à la lumière de la catastrophe au Japon. Dans notre pays, un sondage réalisé par l'IFOP du 15 au 17 mars 2011 révèle que 70 % des citoyens se déclarent favorables à la sortie du nucléaire.

Il faut que cesse la course folle du nucléaire. L'heure n'est plus à développer des nouveaux modèles de réacteurs comme les EPR, tant pour les installer en France que dans le monde : faut-il rappeler la tentative d'en vendre au colonel Kadhafi en 2007 ? Faut-il rappeler aussi que c'est en particulier du MOX issu du retraitement en France qui est présent dans les réacteurs de Fukushima ?

**En conséquence, le Conseil régional du Centre, réuni le 14 avril 2011 à Orléans :**

**- demande au Préfet de région la mise en place d'une conférence régionale de sûreté nucléaire pour examiner à la fois les possibles conséquences en région Centre des rejets radioactifs de Fukushima et revoir à la lumière de cette catastrophe et du rapport de l'Autorité de la Sûreté Nucléaire présenté le 12 avril dernier, les mesures de précaution mises en oeuvre autour des centrales de notre région ;**

**- demande dans ce cadre que soit aussi conduite une étude épidémiologique dans les départements concernés ;**

**- souhaite que les Commissions Locales d'Information (CLI) soient ouvertes au public, considérant que, selon**



la loi Transparence et Sécurité Nucléaire, «toute personne a le droit d'être informée sur les risques liés aux activités nucléaires» et que leur périmètre soit élargi à toutes les communes dans un rayon de 30 km autour des centrales ;

- décide de mettre en place en interne du Conseil régional un groupe de travail sur la prospective et la sortie progressive du nucléaire, dans le prolongement du SRADDT et du Plan Energie Climat ;

- demande qu'une réflexion régionale s'engage sur les compétences et les formations nécessaires aux travaux de démantèlement des centrales ;

- s'oppose à la construction de tout nouveau réacteur en région Centre ;

- demande la mise en place d'un vaste plan de développement des économies d'énergie et de développement des énergies réellement renouvelables, et une sortie progressive mais très volontariste du nucléaire dans notre région comme dans l'ensemble du pays.

